

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
EN DATE DU 4 NOVEMBRE 2021
COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE

L'an deux mille vingt et un et le quatre novembre, le conseil communautaire s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe GUILLOT-VIGNOT.

Date de convocation : le 29 octobre 2021

Membres en exercice : 33

Présents : 26

Votants : 32

Étaient présents : Véronique DOCK, Patrick MÉANT, Daniel CLÉMENT, Jean-Philippe FAVROT, Josiane MAURICE, Jacques PIOT, Christian GOUVERNEUR, Andrée RACCURT, Carine COUTURIER, Sandrine PÉGUET, Philippe GUILLOT-VIGNOT, Bernard HÉRITIER, Aurélie RICHARD, Caroline CONDÉ-DELPHINE, Gérard RAPHANEL, Laurent SOILEUX, Marie-Hélène TROSSELY, Jean-Paul DA SILVA, Romain DAUBIÉ, Anne FABIANO, Nathalie MONDY, Laurence RAVEROT, Patrick BATTISTA, Marc GRIMAND, Isabelle LORIZ, Michel LEVRAT,

Absents représentés : Patrick BOUVIER ayant donné pouvoir à Patrick MÉANT,
Emmanuel CHULIO ayant donné pouvoir à Bernard HÉRITIER,
Philippe BELAIR ayant donné pouvoir à Laurence RAVEROT,
Christiane GUERRERO ayant donné pouvoir à Jean-Paul DA SILVA,
Christian GUILLEMOT ayant donné pouvoir à Anne FABIANO,
Joanna JUAREZ-LOPEZ ayant donné pouvoir à Patrick BATTISTA,

Absente excusée : Josette SAVARINO,

Secrétaire de séance : Jean-Paul DA SILVA

Rapporteurs : Andrée RACCURT et Jean-Philippe FAVROT

Désignation du secrétaire de séance

Monsieur le Président propose la désignation de Monsieur Jean-Paul DA SILVA comme secrétaire de séance.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **DÉSIGNE** Monsieur Jean-Paul DA SILVA comme secrétaire de séance.

Approbation du compte-rendu du conseil communautaire du 6 octobre 2021

Rapporteur : Philippe GUILLOT-VIGNOT

Monsieur le Président soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du conseil communautaire du 6 octobre 2021.

Le conseil de communauté, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le compte-rendu tel qu'il lui a été présenté.

Rapport d'activité 2020 du Syndicat de traitement et valorisation des déchets ménagers ORGANOM

Rapporteurs : Andrée RACCURT et Jean-Philippe FAVROT

Organom, syndicat intercommunal de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés, a en charge le transfert, le transport, le traitement et la valorisation des déchets ménagers et assimilés.

En 2020, ORGANOM était composé de 7 communautés de communes et 2 communautés d'agglomération :

- La communauté d'agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse
- Haut Bugey agglomération
- La CC Bresse et Saône
- La CC de la Côtière à Montluel
- La CC de la Dombes
- La CC de Miribel et du Plateau
- La CC de la Plaine de l'Ain
- La CC Rives de l'Ain Pays de Cerdon
- La CC de la Veyle

Ces EPCI représentent 193 communes et 340 061 habitants.

Andrée RACCURT, Représentante titulaire au sein du Syndicat mixte Organom et Jean-Philippe FAVROT, Vice-Président délégué en charge des déchets, soumet le rapport d'activité 2020 d'Organom à l'avis du conseil communautaire. Ce rapport annuel décrit l'organisation politique, fonctionnelle et budgétaire du syndicat ainsi que les principales actions accomplies.

Sur le plan de l'organisation politique, le bureau exécutif est composé de 9 membres et le comité syndical est composé de 37 délégués titulaires et 37 délégués suppléants.

Au 31 décembre 2020, le syndicat comptait 26 agents.

COMPTE ADMINISTRATIF

Sur le plan financier, le compte administratif 2020 du syndicat est résumé dans le tableau ci-dessous :

Fonctionnement		Investissement	
Dépenses (a)	13 628 663.16 €	Dépenses (a)	6 450 481.76 €
Recettes (b)	17 576 634.63 €	Recettes (b)	4 395 462.43 €
Excédent fonctionnement 2019 reporté (c)	3 472 692.39 €	Déficit d'investissement 2019 reporté (c)	-949 339.50 €
Résultat de clôture 2020 (b-a+c)	7 420 663.86 €	Résultat de clôture 2020 (b-a+c)	- 3 004 358.83 €
TOTAL DES SECTIONS		4 416 305.03 €	

51% des dépenses d'investissement correspondent au remboursement de la dette.

LES FLUX DE DECHETS ET RATIOS

En 2020, chaque habitant du territoire a produit en moyenne 179 Kg d'ordures ménagères résiduelles (OMr).

VALORISATION

L'usine OVADE a réceptionné et traité 57 521 tonnes d'ordures ménagères, 1159 tonnes de déchets industriels organiques et 6200 tonnes de déchets verts sur l'année 2020.

Les refus d'OVADE enfouis dans le casier de classe 2 ont représenté 31 226 tonnes.

872 tonnes de ferraille ont été valorisées et 12 956 tonnes de compost, conformes à la norme NFU 44-051, ont été vendues et épandues sur les terres agricoles. En outre, OVADE a produit 10 558 856 kWh d'électricité injectés sur le réseau Enedis, ce qui correspond à la consommation annuelle de 3 880 foyers. L'usine a également besoin d'électricité pour fonctionner, qui représente 58 % de sa production. OVADE produit donc plus d'électricité qu'elle n'en a besoin.

STOCKAGE

Outre l'apport des ordures ménagères collectées par les intercommunalités membres d'Organom, le centre d'enfouissement de La Tienne reçoit également les encombrants et gravats des collectivités et des professionnels.

60 179 tonnes de déchets ont été enfouies dans l'ISDND (installation de stockage de déchets non dangereux) dont la capacité annuelle maximum est fixée dans l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2011 à 60 000 tonnes de déchets depuis la mise en service de l'usine OVADE. Des dérogations sont accordées pour certains apports, comme le dépannage des collectivités voisines. Ils ne sont pas comptabilisés dans le cadre de l'autorisation annuelle fixée à 60 000 tonnes.

Celle de l'ISDI (installation de stockage de déchets inertes) est fixée à 11 700 tonnes annuelles. 2586 tonnes de déblais et gravats ont été enfouies.

PRINCIPAUX TRAVAUX

- Construction du casier 5 :
Ce nouveau casier, composé de 4 alvéoles de 4 000 m² chacune, a été réceptionné le 16 décembre 2020.
- Couverture du casier 2 :
Les travaux de couverture définitive du casier 2, exploité de 2016 à 2018, ont consisté à le recouvrir d'une première couche d'argile compactée, à installer un système de captage des biogaz et à le recouvrir d'une couche de terre végétale.

Le Conseil Communautaire, après avoir pris connaissance du rapport d'activité 2020 d'ORGANOM est invité à délibérer pour approuver le document présenté.

Le conseil de communauté, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DONNE** son quitus à la fois sur le travail accompli et sur les actions du Syndicat Mixte d'Organom.

Transfert de compétences / Maîtrise des tènements fonciers

Rapporteur : Philippe GUILLOT-VIGNOT

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) qui prévoit notamment le transfert des compétences eau, assainissement, GEMAPI et PCAET aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre,

Vu la délibération n°2015/12/143 en date du 16 décembre 2015 approuvant le transfert de la compétence assainissement,

Vu la délibération n°2019/10/125 en date du 3 octobre 2019 approuvant le transfert de la compétence eau potable,

Considérant que d'après l'article L.1321-1 du CGCT, le transfert de compétence, « entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence et que cette « mise à disposition » emporte le transfert de tous les droits et obligations du propriétaire à l'exception du droit d'aliéner,

Considérant que l'article L.3112-2 du Code de la Santé Publique, rendant obligatoire l'acquisition foncière des terrains constituant le périmètre de protection immédiate, prévoit également que « lorsque des terrains situés dans un périmètre de protection immédiate appartiennent à une collectivité publique, il peut être dérogé à l'obligation d'acquérir les terrains... ». (Source FNCCR, sept. 2016),

Considérant que pour exercer pleinement ses compétences eau potable et assainissement inhérentes aux transferts évoqués ci-dessus, la communauté de communes constate qu'il est nécessaire pour elle, de maîtriser les tènements fonciers qui supportent les ouvrages issus desdits transferts et qui sont susceptibles de faire l'objet de gros travaux,

Dans ce but, l'acquisition des parcelles est rendue nécessaire pour l'exercice entier de la compétence.

Ce transfert de la commune au profit de la 3CM aura lieu à l'euro symbolique.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE D'AUTORISER :

- Monsieur Christian GOUVERNEUR, Vice-président à l'environnement, à signer les actes administratifs inhérents aux transferts de compétences conformément à l'article L.1321-1 du CGCT lorsqu'il est nécessaire pour la 3CM de maîtriser les tènements fonciers qui supportent les ouvrages issus desdits transferts et qui sont susceptibles de faire l'objet de gros travaux.

Travaux d'optimisation de l'éclairage public / Demande de subvention au titre du Contrat de Relance de la Transition Ecologique (Dotation d'équipement des territoires ruraux - DETR ou Dotation de soutien à l'investissement local - DSIL) / Année 2022

Rapporteur : Marie-Hélène TROSSELY

Monsieur le Président rappelle qu'un projet de territoire a été approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 mars 2021. Ce dernier définit les grands axes de la politique publique de la 3CM et les actions qui le concrétisent pour faire face aux 3 défis identifiés par les élus :

- le défi de la transition écologique,
- le défi de la citoyenneté,
- le défi du numérique.

Traduisant l'ambition du projet de territoire, un Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) a été signé le 15 septembre 2021 avec l'État. La transition écologique et la cohésion territoriale sont la colonne vertébrale de ce contrat, qui s'appuie sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs territoriaux, publics comme privés, tous impliqués dans la relance.

Le CRTE doit notamment permettre aux collectivités locales et EPCI d'intégrer, au sein de leurs projets de territoire, les ambitions de la transition écologique dans leurs priorités. Les actions retenues concourent à l'atteinte des objectifs nationaux en matière de stratégie nationale bas-carbone, de biodiversité, de Plan national d'adaptation au changement climatique et de préservation des ressources naturelles.

Parallèlement, le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), approuvé par délibération du 6 octobre 2021 s'inscrit pleinement dans ce projet de territoire, et fixe deux grands objectifs stratégiques à l'horizon 2030 :

- - 20 % : baisse de la consommation énergétique du territoire par rapport à la consommation de 2016 ;
- + 14% : augmentation de la part des énergies renouvelables par rapport à la production locale de 2016.

Ces objectifs ont ensuite été déclinés en un plan d'actions 2020-2025, comportant 5 axes stratégiques et 53 actions opérationnelles. Ainsi, dans l'axe 1 du PCAET relatif à la rénovation et la performance énergétique, figure l'action n°10 portant sur l'optimisation de l'éclairage public par l'installation de luminaire LED sur l'ensemble du parc d'éclairage public de la 3CM.

Dans ce cadre, les élus de la 3CM ont décidé de lancer les études en phase APD pour les travaux d'optimisation de l'éclairage public.

L'estimation totale de l'investissement est de **230 000,00 € HT**, en phase APD (dont 33 700,00 € en études)

Le plan de financement est le suivant :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT*	Nature des recettes	Taux	Montant
Etudes	33 700 €	Subventions CRTE (DETR, DSIL, etc).	78,3%	180 000,00 €
Travaux	196 300 €	Autofinancement de la 3CM	21,7 %	50 000,00 €
TOTAL	230 000,00 €	TOTAL		230 000,00 €

Le conseil communautaire, après avoir délibéré à l'unanimité :

DÉCIDE :

- **D'ADOPTER** les travaux d'optimisation du réseau d'éclairage public de la 3CM, qui seront budgétés sur l'exercice 2022,
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel,
- **DE S'ENGAGER** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette opération.

Vote des subventions 2021 n° 3

Rapporteur : Marie-Hélène TROSSELY

Madame la 1^{ère} Vice-présidente rappelle que l'octroi des subventions se fait au fil des demandes des entités qui déposent un dossier complet. A ce titre et à partir de 2022, elle explique que les demandes devront suivre un formalisme indiqué dans le nouveau règlement des subventions qui sera lui-même acté par la commission culturelle et sportive.

Madame la 1^{ère} Vice-présidente détaille les demandes de subventions, à savoir :

EIME :

L'association Ensemble Instrumental de Montluel et Environs (EIME) est un orchestre d'harmonie de la communauté de communes de la Côtère. Le subventionnement est en deux parties : une participation de fonctionnement (2000 €) et d'équipement dans la limite de 1 000 euros au réel.

L'association n'ayant pas demandé une subvention d'équipement, Madame la 1^{ère} Vice-Présidente propose d'allouer à l'association une subvention de 2 000 €.

COS de la 3CM :

Le comité d'œuvres sociales de la 3CM renforce la politique sociale en faveur des agents de l'EPCI, l'association permet de favoriser le lien, la cohésion, la solidarité entre les agents, tout en mettant en œuvre des actions propres à générer le bien-être au travail (convivialité, animations...). C'est également la possibilité de favoriser l'accès à la culture, au sport, aux loisirs et aux vacances.

La 3CM est liée au COS par une participation forfaitaire de 0,3% du montant total des charges de personnel de la 3CM. Mais également une part variable relative aux fêtes de fin d'année qui permet également de favoriser la cohésion et la solidarité entre les agents et leur famille.

Pour ce faire, la 3CM confie au COS, la réalisation pour une part de cette politique sociale. Au titre de l'année 2021, une subvention de 14 000 euros est sollicitée auprès de la 3CM. Une convention d'objectifs sera instituée.

COMITE HISTOIRE ET PATRIMOINE :

La participation de la 3CM permet à l'association d'ouvrir plusieurs mois dans l'année des lieux comme le Musée d'histoire locale, la chapelle des Visantines et la tour carrée. Au-delà, l'association organise plusieurs manifestations et participe aux grands événements du territoire dont ceux organisés par l'Office de tourisme de la 3CM

Au titre de l'année 2021, une subvention de 2 000 € est sollicitée auprès de la 3CM.

LA SEREINE GYMNASTIQUE :

L'association sportive vise plusieurs objectifs au travers de la gymnastique. Elle propose un élargissement de leur public avec une section « multi-activités gymnique », une section « Parkour » ou encore des scolaires primaires. Possédant 419 licenciés sur la saison 2020-2021, composée de 6 salariés et de 15 bénévoles, l'année 2021 a été celle de la reprise de l'activité sportive en compétition.

Au titre de l'année 2021, une subvention de 19 000 € est sollicitée auprès de la 3CM.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

ATTRIBUE une subvention de :

- 2 000 € à l'association Ensemble Instrumental de Montluel et Environs (EIME) au titre de l'année 2021 sur le budget principal,
- 8 150 € au comité d'œuvres sociales de la 3CM (COS) au titre de l'année 2021 sur le budget principal,
- 2 000 € au comité histoire et patrimoine au titre de l'année 2021 sur le budget office de tourisme,
- 19 000 € à l'association seraine gymnastique au titre de l'année 2021 sur le budget principal,

AUTORISE Monsieur le Président :

- à signer tout document se rapportant à ces dossiers.

Constitution du référentiel des provisions

Rapporteur : Marie-Hélène TROSSELY

VU :

- Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2321-2 29 ;
- L'arrêté du 17 décembre 2020 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;
- La délibération n° 201912164 du 5 décembre 2019 adoptant la nomenclature M. 57 et l'expérimentation au compte financier unique ;
- La délibération n° 2020/06/06-AG du 08 juin 2020 relatif aux délégations de pouvoirs du Président

Madame la 1^{ère} Vice-présidente rappelle que la communauté de communes de la Côtère expérimente la nomenclature M57, ainsi que le compte financier unique. A ce titre, des obligations comptables et budgétaires doivent être respectées en lien avec le référentiel de la nomenclature, parmi lesquelles se trouvent les provisions. Cette obligation trouve son origine dans les principes de prudence et de sincérité comptable.

A ce titre, la nomenclature oblige l'entité publique à constituer des provisions dans trois cas :

1. à l'apparition d'un contentieux,
2. en cas de procédure collective,
3. en cas de recouvrement compromis du comptable public.

Pour ce faire, le Président, ordonnateur, doit émettre un mandat au compte 68 (Dotations aux provisions). La provision étant une charge temporaire jusqu'à la fin des trois cas cités *supra*. Il s'agit de prévenir de l'abandon de la créance ou de la future charge de manière prudentielle. Ainsi, si la créance est recouvrée après la constitution de la provision, cette dernière sera annulée par un titre.

En outre, le mécanisme comptable de provision permet d'appréhender cette incertitude, fonction de la nature et de l'intensité du risque. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires (droit commun) par utilisation en dépenses du compte 6817 « Dotations aux provisions / dépréciations des actifs circulants ».

Madame la 1^{ère} Vice-présidente propose d'initier cette démarche comptable tout en adaptant le calcul de la provision en fonction de la situation ou de sa dépréciation :

- à l'apparition d'un contentieux : provision apprécié *in concreto*.
- en cas de procédure collective : une provision est constituée pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordés par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation, estimé par l'EPCI. La provision pour participation prend également en compte le risque de comblement de passif de l'organisme. Pour les garanties d'emprunts, la provision est constituée à hauteur du montant que représenterait la mise en jeu de la garantie sur le budget de l'EPCI en fonction du risque financier encouru.
- en cas de recouvrement compris par le comptable public :
 - Créance n-1 : 15 % du montant du reste à recouvrer,
 - Créances n-2 : 30 % du montant du reste à recouvrer,
 - Créances n-3 : 75 % du montant du reste à recouvrer,
 - Créances antérieures à n-3 : 100 % du montant du reste à recouvrer.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **DECIDE** de constituer des provisions dans les conditions définies *supra*.
- **DONNE POUVOIR** au Président d'établir et d'ajuster annuellement les provisions par décision sur l'ensemble des budgets de la communauté de communes.
- **DIT** que le Président rendra compte des décisions devant le conseil communautaire.

Décision modificative n° 1 / Budget principal 2021

Rapporteur : Marie-Hélène TROSSELY

Madame la 1^{ère} Vice-Présidente rappelle que chaque année, les services financiers des entités publiques doivent effectuer un travail sur l'inventaire comptable. Qu'à ce titre, le service des finances et de la commande publique a réactualisé l'inventaire par des mouvements comptables. Néanmoins, des crédits supplémentaires dit « techniques » sont nécessaires à la bonne démarche de ce travail puisqu'il s'agit d'ouvrir des crédits dans un chapitre d'ordre et non réel.

Section de fonctionnement dépenses		Section de fonctionnement recettes	
Nature - Chapitre	Crédits budgétaires	Nature - Chapitre	Crédits budgétaires
2031 - 041	+ 130 000,00	2152 - 041	+ 29 000,00
		2313 - 041	+ 6 000,00
		2315 - 041	+ 95 000,00
Total	+ 130 000,00	Total	+ 130 000,00

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **D'ADOPTER** la décision modificative n° 1 du budget principal.

Signature de l'avenant de transfert du marché public de construction du complexe sportif de la 3CM (lot n° 3)

Rapporteur : Marie-Hélène TROSSELY

VU :

- Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1414-2 et L. 1414-4 ;
- la délibération n° 201911147 du 14 novembre 2019 autorisant le Président à signer le marché public de travaux relatif à la construction du pôle sportif communautaire ;
- le jugement en date du 28 juillet 2021 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en faveur de l'entreprise Ruiz by Rougeot ;
- la seule offre déposée par les personnes de Mme MONTMARTIN et M. DA MOTA ;
- le jugement du Tribunal de commerce en date du 20 octobre 2021 relatif à la reprise de l'entreprise Ruiz by Rougeot par les repreneurs ;

Madame la 1^{ère} Vice-présidente rappelle que la société Ruiz By Rougeot a été placée en redressement judiciaire par le jugement du tribunal de commerce en date du 28 juillet 2021. Durant cette phase d'observation, la société Ruiz a déposé une offre de reprise qui a été accueillie favorablement par les juges.

Dès lors, il convient de constater le transfert de l'ensemble des droits et obligations du contrat vers la société Ruiz. Le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant des contrats initiaux.

Les autres clauses des marchés ci-dessus désignés demeurent inchangées.

Le conseil de communauté, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'avenant de transfert relatif à la reprise de l'activité par la société qui viendra aux droits et obligations de la société RUIZ by Rougeot dont les repreneurs sont Mme MONTMARTIN et M. DA MOTA,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'accomplissement du transfert du contrat.

Convention de mise à disposition d'un agent territorial de la Communauté de Communes de la Côtère vers la commune de La Boisse

Rapporteur : Marie-Hélène TROSSELY

Vu :

- le Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Madame la 1^{ère} Vice-Présidente rappelle qu'en application des dispositions, notamment de l'article L. 5214-16-1 du CGCT, une commune peut confier par convention la gestion de services relevant de ses attributions à la communauté de communes. Cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une mise à disposition pour l'exercice de missions.

Monsieur le Président énonce que la commune de La Boisse avait un besoin concernant les missions urbanistiques en parallèle d'un départ au service ADS de la communauté de communes. Ainsi, il a été établi qu'un besoin commun était pérenne pour pouvoir tendre vers une mutualisation de personnel. Par ailleurs, ce système s'inscrit pleinement dans le projet de territoire, notamment dans la politique publique de l'agilité.

Madame la 1^{ère} Vice-Présidente expose qu'il convient de fixer les conditions de mise à disposition de personnel par convention entre la communauté de communes de la Côtère et la commune de La Boisse. En l'espèce, la convention de mise à disposition pour un agent territorial de catégorie B, à hauteur de 60% d'un temps complet, de la filière administrative de la communauté de communes de la Côtère auprès de la commune de La Boisse, précisant, conformément à l'article 4 du décret susvisé : « les conditions de mise à disposition, des fonctionnaires intéressés et notamment, la nature et le niveau hiérarchique des fonctions qui leur sont confiés, leurs conditions d'emploi et les modalités de contrôle et d'évaluation de leurs activités ».

Madame la 1^{ère} Vice-Présidente propose que le conseil communautaire délibère pour autoriser Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition de personnel jointe à l'ordre du jour.

Création d'un poste dans le cadre du dispositif du Parcours Emploi Compétences - PEC

Rapporteur : Philippe GUILLOT-VIGNOT

Monsieur le Président rappelle que le Gouvernement par son Premier Ministre a signé un accord de partenariat entre le gouvernement et l'association des intercommunalités de France dans le cadre de la relance et de la préparation des contrats de relance et de transition écologique (CRTE).

Ainsi et dès 2021, des outils ont émergé ou ont été amplifiés pour répondre à un besoin d'emploi après la crise sanitaire qui nous traversons. Le Plan « 1 jeune, 1 solution » permet d'encourager et de promouvoir les actions des intercommunalités en faveur de l'emploi des jeunes.

Dans le cadre de cet accord, les parcours emploi compétences (PEC) sont amplifiés de 20 000 à 80 000 pour l'année 2021 en ce qui concerne les jeunes. Ce dispositif a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Ce dispositif, qui concerne notamment les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat, sous certaines conditions. Dans le cadre du plan 1 jeune, 1 solution, cette aide s'élève à hauteur de 65 % du SMIC pour 30 heures hebdomadaires.

Les personnes sont recrutées sous contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

La durée hebdomadaire afférente à l'emploi est de 35 heures par semaine, la durée du contrat est de 18 mois maximum et la rémunération doit être au minimum égale au SMIC.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de créer **1 emploi** dans le cadre du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :
 - Intitulé du poste : agent d'exploitation des aires de sport et bâtiments (F/H),
 - Contenu du poste :
 - Assurer le maintien en état de fonctionnement des équipements du territoire,
 - Effectuer les travaux d'entretien de premier niveau dans un ou plusieurs corps de métiers du bâtiment, en suivant les directives et des documents techniques,
 - Entretenir les abords des équipements territoriaux,
 - Participer à l'organisation des évènements et des aménagements des services.
 - Durée du contrat : 18 mois,
 - Durée hebdomadaire de travail : 35 heures,
 - Rémunération : indexée au SMIC, heures supplémentaires, astreintes.
-
- de l'autoriser à intervenir à la signature de la convention avec les instances de l'Etat et des contrats de travail à durée déterminée avec les personnes qui seront recrutées.

Le conseil de communauté, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **DECIDE** de créer 1 poste dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :
 - Intitulé du poste : agent d'exploitation des aires de sport et bâtiments (F/H)
 - Contenu du poste :
 - Assurer le maintien en état de fonctionnement des équipements du territoire,
 - Effectuer les travaux d'entretien de premier niveau dans un ou plusieurs corps de métiers du bâtiment, en suivant les directives et des documents techniques,
 - Entretenir les abords des équipements territoriaux,
 - Participer à l'organisation des évènements et des aménagements des services.
 - Durée du contrat : 18 mois
 - Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
 - Rémunération : indexée au SMIC, heures supplémentaires, astreintes.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires pour ce recrutement.

Création et composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

Rapporteur : Philippe GUILLOT-VIGNOT

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ; Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

Monsieur le Président rappelle au conseil communautaire qu'en application des dispositions du IV de l'article 1609 nonies C du CGI, une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) doit être créée entre la communauté de communes et ses communes membres afin d'évaluer les transferts de charges.

En application des dispositions précitées, cette commission doit être créée par délibération du conseil communautaire qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers de ses membres. La CLECT doit être composée de membres des conseils municipaux des communes membres, étant précisé que chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

Toutefois, aucune disposition légale ou réglementaire ne détermine les modalités de désignation des membres de la CLECT, laissant alors au conseil communautaire une relative marge de liberté.

Ainsi, il pourrait, tout d'abord, être envisagé que chaque conseil municipal de chaque commune membre procède à l'élection en son sein à ses représentants au sein de la CLECT, mais également, à ce que le conseil communautaire désigne en son sein les représentants des communes au sein de la CLECT, étant précisé que chaque commune devra nécessairement disposer d'un représentant.

Par ailleurs, en l'absence de toute disposition légale ou réglementaire l'interdisant, il pourrait être envisagé que les représentants des communes au sein de la CLECT soient désignés par le Maire ou le Président de la communauté ou conjointement par ces deux autorités.

Il est donc demandé au conseil communautaire de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments :

- décider de la création de la CLECT,
- déterminer la composition de cette commission
- fixer les modalités de désignation de ses membres.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE :

- de créer une commission locale d'évaluation des charges transférées entre la 3CM et ses communes membres,
- que la composition de la commission locale d'évaluation des charges transférées ainsi créée sera fixée à 9 membres titulaires et 9 membres suppléants, soit 1 membre titulaire et 1 suppléants par commune,
- que le conseil municipal de chaque commune membre procédera à l'élection en son sein, au scrutin uninominal majoritaire à un tour, de son ou de ses représentants au sein de la CLECT conformément à la répartition fixée ci-avant,

AUTORISE Monsieur le Président à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la délibération.

Informations diverses

Rapport des décisions prises par le Président de la communauté de communes de la Côtère dans le cadre de sa délégation d'attribution de l'organe délibérant conformément à la délibération n°DE-2020/06/06-AG en date du 8 juin 2020 :

ATTRACTIVITÉ

- **Marché public n°2021-GL-10 :**
Réalisation d'un plan de mobilité simplifié
 - Attribué à LEE CONSEIL pour un montant de 27 200 € HT.
- **Décision n°DS-2021/09/49-AT :**
Mise en place de conventions de dépôt-vente pour l'espace boutique de l'office de tourisme
 - Date de la décision : 21/10/2021
- **Décision n°DS-2021/10/50-AT :**
Attribution de subvention dans le cadre du dispositif d'aide au développement des petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente
 - Date de la décision : 21/10/2021

AGILITÉ

- **Décision n°DS-2021/09/47-AG :**
Acte constitutif d'une régie de recettes relative à l'office de tourisme Le Costellan
 - Date de la décision : 28/09/2021
- **Décision n°DS-2021/10/52-AG :**
Virement de crédit entre chapitres / Budget principal
 - Date de la décision : 21/10/2021
- **Décision n°DS-2021/10/51-AG :**
Suppression de la régie de recettes relative à l'office de tourisme
 - Date de la décision : 26/10/2021

CITOYENNETÉ

- **Décision n°DS-2021/09/46-CI**
Signature d'une convention avec le défenseur des droits
 - Date de la décision : 13/09/2021

AMÉNAGEMENT

- **Décision n°DS-2021/09/45-AM**
Extension ZAE Cèdres Bleus / Acquisition parcelles ZI n°252 / Acquisition foncière de Niévroz
 - Date de la décision : 10/09/2021
- **Décision n°DS-2021/10/53-AM**
Projet SDIS 01 – Centre d'incendie et de secours / Indemnités d'éviction EARL RICHAUX / Parcelles ZI n°14
 - Date de la décision : 27/10/2021

PROCHAIN CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

Le jeudi 2 décembre 2021